

Extrait du Madagascar-Tribune.Com

<http://www.madagascar-tribune.com>

Vazaha, paye et tais-toi ?

- Editorial -

Date de mise en ligne : vendredi 27 mars 2009

Madagascar-Tribune.Com

Indispensable, jalousée, crainte, méprisée, insultée, haïe, courtisée, décriée, séduite, trompée. Autant de mots variables et divers pour une dame qui se veut respectable, mais qui n'y réussit pas toujours : la fameuse communauté internationale, exutoire des attentes ou des frustrations dans les pays du Tiers-Monde.

Nous avons déjà abordé il y a quelque temps le [double paradoxe lors des crises politiques malgaches](#). D'une part, tous les initiateurs de mouvements insurrectionnels refusent, au nom du sacro-saint principe de souveraineté nationale, une quelconque ingérence étrangère dans ce qui est présenté comme les nouvelles orientations du peuple Malgache. D'autre part, ils guettent pourtant avec impatience et espérance le moindre mot ou la moindre déclaration.

Positions attentistes

Soulignons cependant que la communauté internationale est d'abord une communauté d'États. Il est donc normal et naturel que ces États affichent une réticence envers une approche brouillonne ou sauvageonne des renversements de régime. D'une part, car si on laissait les coups d'État devenir des règles et non des exceptions, que deviendraient les avancées en matière de Droit et de démocratie depuis que l'espèce humaine a essayé de faire évoluer la loi de la jungle ? D'autre part, un gouvernement *de facto*, qui s'est imposé par la force et sans adhésion populaire démontrée par des élections, présente des risques réels de tomber soudainement. Comment peut-il donc s'engager sur des collaborations et des emprunts à long terme ? Par exemple, la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement, qui comme leurs noms l'indiquent, sont des banques, sont extrêmement suspicieuses en matière de risque dans leurs opérations de crédit. Or, dans le contexte actuel, quelle est la valeur légale de la signature des membres du Gouvernement de transition ? Et quelle est la garantie de durabilité de ce régime, empêtré dans de profondes contradictions internes qui favorisent son implosion ?

Avant tout, les actuelles positions attentistes de la communauté internationale sont donc des réponses à toutes ces questions. Il s'agit pour eux d'évaluer si le gouvernement qui s'est imposé par la force des armes du CAPSAT est capable de s'imposer sur le terrain, notamment en faisant fonctionner la machine administrative et en assurant le retour durable à l'ordre et à la sécurité, et ce sur toute l'étendue du territoire national. Ce sont donc des réalités concrètes et tangibles, et pour lesquelles les déclarations d'intention ne suffisent pas. La suspension des aides a donc deux objectifs parallèles et complémentaires : se donner le temps nécessaire à l'observation, et aussi se protéger contre des revirements subits de situation. Et pour joindre l'utile à l'agréable, faire pression pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Les premières semaines de crise sont donc délicates pour les Ambassadeurs et les Représentants résidents. Dans la mesure où la prise de position des Capitales ou des Sièges ne suit que rarement le rythme ou la tendance des mouvements de rue, les diplomates en poste dans le pays sont donc sur la ligne de front dès les premiers jours des crises politiques. Dans ce contexte, la prise de position des Capitales qui est invariablement une condamnation et un appel au respect de la Constitution et de la légalité place alors les Ambassadeurs en poste localement dans un milieu hostile.

Pour noyer le poisson, ils sont souvent les premiers à tenter une médiation, avant de toujours échouer lamentablement, qu'ils s'appellent Xavier Leus ou Niels Marquardt. La raison en est simple. Un diplomate en poste dans un pays du Tiers-Monde est par essence taré (entendre par là qu'il possède des tares, autrement dit des défauts) : sous prétexte qu'il est reçu dans les Palais présidentiels, qu'il est « à tu et à toi » avec les ministres, qu'il roule en voiture CMD et qu'il fréquente les gens qui comptent dans les cocktails et autres séminaires, il croit tout savoir d'un pays dont il n'a pourtant qu'une vue superficielle. Sa capacité d'écoute de son personnel national est donc souvent très limitée, sauf dans des cas rares. Et même s'il est de bonne foi quand il veut résoudre une crise

politique, c'est d'abord pour s'assurer de pouvoir vivre pépère quelques années dans le pays, et ne surtout pas retourner dans sa Capitale (ou son Siège), où il ne sera qu'un matricule parmi d'autres. Mais une fois encore, la politique étrangère des Etats se décide dans les Capitales, et les diplomates sur le terrain, malgré leurs grands airs, ne sont que des exécutants, de luxe il est vrai.

Problème de crédibilité

Il faut également dire que la crédibilité de la communauté internationale est entachée par son comportement incohérent. Les Chefs d'Etat membres de l'Union africaine (UA) sont toujours prompts à réclamer le respect de la Constitution, alors que leur comportement est loin d'être exempt de reproches. Beaucoup connaissent cette fameuse tirade d'Abdoulaye Wade lors du sommet constitutif de l'UA à Durban, alors que le Président sénégalais tentait de défendre la cause d'un certain & Marc Ravalomanana, que les Chefs d'Etat africains refusaient de reconnaître : « *dites-moi qui d'entre vous, dans cette salle, a été élu selon les procédures véritablement régulières et démocratiques que vous réclamez avec autant d'acharnement des Malgaches ? Combien d'entre vous ne tripatouillent pas les suffrages pour se maintenir indéfiniment au pouvoir, contre le gré et au grand désespoir des populations africaines ? Combien d'entre vous ne sont pas arrivés au pouvoir par la seule grâce du fusil, de la violence et autres coups d'Etat ?* ». Silence gêné et toussotements dans la salle.

Cette tirade, valable en 2002, l'est aussi en 2009 : l'Union africaine n'a aucune crédibilité à donner des leçons en matière de démocraties, avec ses Présidents à vie. Hosni Moubarak, Omar Bongo, Robert Mugabe, Mouammar el Khadafi, Denis Sassou Nguesso et les autres règnent depuis des décennies sur l'organisation continentale comme ils règnent sur leurs pays : avec une extrême méfiance envers ceux qui pourraient devenir un mauvais exemple de perturbation pour l'ordre établi.

Sur le plan local, le jeu des diplomates autorise aussi à des questionnements. On a déjà abordé dans un autre article [le jeu trouble de la patrie de la Françafrique](#). Puis, le même jour où le brave M. Chataigner va faire des courbettes chez Andry Rajoelina, le Président Sarkozy traite l'épopée TGV de coup d'Etat, à très bon escient par ailleurs. Pierre Van de Bogaerde, Représentant résident du FMI, a clairement fait savoir la semaine dernière qu'il était prêt à reconnaître le régime Rajoelina, avant de se demi-rétracter le lendemain en affirmant que ce n'était que sa position personnelle, mais que la décision devait être prise au Siège à Washington. Ces mouvements de girouette enlèvent à la communauté internationale beaucoup de crédibilité, tout en ouvrant des brèches exploitables par les auteurs de coups d'Etat.

La crédibilité de la communauté internationale souffre aussi des effets pervers du langage diplomatique, ce qui amène souvent la population à se demander si les diplomates sont au courant des véritables réalités du pays, ou bien s'ils sont complaisants (ou hypocrites) de nature. Depuis l'arrivée au pouvoir de Marc Ravalomanana en 2002, la communauté internationale n'a pas arrêté de s'extasier sur les progrès économiques, sur les réalisations du régime, sur la qualité du *Madagascar action plan*, sur la vision du Président. À force de comparer ces discours de courtisans *vazaha* avec ses réalités quotidiennes, la population Malgache a commencé à se méfier de la fiabilité des déclarations des diplomates et fonctionnaires internationaux sur la situation du pays. Car dans chaque interview, le Dr Xavier Leus (Représentant résident du PNUD), Robert Blake (Country manager de la Banque mondiale, parti depuis en retraite), Jean-Claude Boidin (Ambassadeur de l'Union européenne) ou les missionnaires du FMI sont lénifiants et pontifiants : bravo à Marc Ravalomanana et au Gouvernement, malgré quelques petits problèmes mineurs (manière de dire que tout n'est quand même pas parfait). Dormez bonnes gens, tout va très bien &

Or, on s'est aperçu, un peu par hasard, que les bailleurs de fonds n'étaient finalement pas dupes des entorses faites aux principes de gouvernance économique. [Le FMI et la Banque mondiale avaient envoyé une demande d'explications](#) au Ministre des finances Haja Razafinjato pendant la première quinzaine de décembre 2008,

soit un mois avant que la crise n éclate. Faute de réponse satisfaisante, l aide budgétaire a été suspendue. Pourquoi ces bailleurs de fonds n ont-ils pas rendu publique cette lettre, ou fait état au grand jour de leurs critiques ? Sans doute les bailleurs de fonds n ont pas l habitude d aller étaler leurs problèmes sur la Place du 13 mai, mais ce manque de transparence sur les problèmes réels du pays nuit à la crédibilité des diplomates, et à leur image de courtisans complaisants envers le pouvoir.

A-t-on besoin des bailleurs de fonds ?

Quand la communauté internationale traîne des pieds pour obéir au diktat de la Place du 13 mai, l affirmation suivante apparait de manière systématique : depuis l Indépendance, Madagascar n a pas cessé de s appauvrir alors que l aide internationale n a pas cessé d augmenter. Conclusion minimaliste : les bailleurs de fonds sont inutiles et inefficaces, et on ferait mieux de s en passer. Nous avons déjà abordé dans un autre article la [détestable propension des Malgaches à rechercher des boucs émissaires pour leurs propres faiblesses](#). Ainsi, le Malgache pseudo-nationaliste oubliera la corruption des régimes PSD et AREMA ; la gabegie de Ravalomanana ; l incompétence de l UNDD ; l égarement sur les voies du Paradis socialiste de Ratsiraka ; les financements parallèles de Zafy ; et le triste record d avoir aligné cinq crises politiques graves en 50 ans d Indépendance (1972, 1975, 1991, 2002, 2009), soit une en moyenne tous les 10 ans.

Avec tous ces comportements coupables, comment aurait-il été possible que Madagascar se développe correctement depuis 1960 ? Et comme personne ne souhaite entendre la réponse, il est préférable de crier haro sur la communauté internationale, ou d écouter des associations se prévalant d un nationalisme sourcilieux, et qui sous couvert d un patriotisme tout à fait respectable, énoncent quelquefois des vérités à mi-chemin entre fadaïses et sornettes. La véritable question n est donc pas « *Pourquoi sommes nous aussi pauvres malgré l aide internationale* », mais plutôt « *Qu avons-nous fait de l aide internationale pour que nous soyons toujours aussi pauvres* » ?

Il est maintenant un secret de polichinelle que l actuel Gouvernement de transition fait face à de graves problèmes de budget. En effet, la suspension de l aide budgétaire depuis Décembre 2008 commence à se faire sentir dans les caisses de l Etat : le FMI, l Union européenne et la BAD devaient verser au total 40 millions de dollars au début de l année. De plus, la crise a sans doute entraîné l équipe Ravalomanana à faire des dépenses imprévues mais importantes depuis Janvier 2009. Enfin, le tourisme, les services administratifs et les douanes ayant été sous-employés à cause de la crise, les recettes du premier trimestre n ont pas été mirobolantes. Résultat : les caisses de l Etat sont exsangues.

Selon certaines indiscretions, le paiement de certaines dépenses comme les salaires ou les pensions de retraites pourraient poser problème à partir du mois de Mai 2009. Si les bailleurs de fonds n injectent pas très rapidement l argent qui était prévu depuis Décembre dernier, le régime de transition risque de se trouver en cessation de paiement. Et si le gel de l aide internationale se poursuit pour cause de coup d Etat (en Mauritanie, c est le cas depuis 7 mois), le pays court à la catastrophe. Prochain gros financement qui risque de sauter : 80 millions de la Banque mondiale, qui paraît-il étaient prévus pour Avril 2009 ; mais également un gros projet routier de l Union européenne dans le sud de Madagascar qui aurait dû être lancé fin Février.

Benja Razafimahaleo va donc se retrouver à faire des comptes d apothicaire et « recoudre un Suf brisé » (*manjaitra atody vaky*). Des mesures d austérité ont déjà été prises, comme l arrêt de fourniture des tickets carburant, ou la vente urgente du Air Force One number Two. Mais comme on doute que cet avion pourra être vendu rapidement, le revenu que l Etat pourra en tirer est encore aléatoire, à moins de casser les prix ou de le placer à la Grande braderie de Madavision. Aussi, dans le contexte actuel, et dans un pays où les bailleurs de fonds supportent la moitié du budget de l Etat, les bailleurs de fonds sont encore un mal nécessaire pour Madagascar. Et ce n est ni Otrikafo ni les discours xénophobes de la radio des douze collines qui vont y changer quelque chose.

Le malheur des uns et le bonheur des autres

En tous cas, si l'aide internationale est suspendue, cela risque de faire des heureux ailleurs. Dans un contexte mondial marqué par la raréfaction de l'aide et une crise financière internationale, certains pays plus méritants, plus respectueux de la démocratie et des principes de bonne gouvernance risquent de bénéficier des transferts de sommes prévues être injectées à Madagascar. La population malgache risque donc de payer cher l'ambition dévorante des uns et l'esprit revancharde des autres, qui ont sous-tendu ce qui est maintenant considéré à l'échelle internationale comme un coup d'Etat. N'en déplaise à la [créativité juridique sans bornes de Norbert Lala Ratsirahonana](#), super-HCC à lui tout seul.

Les Malgaches devraient donc comprendre une bonne fois pour toutes deux choses. La première, c'est que l'aide internationale est beaucoup plus un privilège qu'un droit, n'en déplaise aux droits-de l'homme, aux onusiens et aux altermondialistes. La seconde, c'est que cet octroi ne peut se faire aux conditions du bénéficiaire, mais à celles du fournisseur. En effet, les principes de coopération internationale sont basés sur des principes universels, et ne peuvent être adaptés au cas par cas, même si à Madagascar nous sommes adeptes de la géométrie variable. De plus, les Etats ou les organisations internationales doivent rendre des comptes à leurs contribuables et à leurs contributeurs. Ils ne peuvent donc décemment expliquer qu'ils utilisent l'argent pour financer des putschistes. On ne peut donc décemment dire à la Communauté internationale d'apporter ses financements sans faire de remarques, sauf si on pouvait lui dire : « Paye, et tais-toi ». Mais cela fait mal élevé, ça sonne gros bras, ça sonne voyou, ça sonne bidasse au Bucas.

Les TGV-istes ont fait le choix d'imposer d'abord leur gouvernement par la force, et de réfléchir ensuite aux conséquences, ce qui est une démarche inverse du rationnel et explique [leur mauvais départ en diplomatie](#). Cet aveuglement risque d'entraîner des millions de Malgaches dans de graves difficultés sociales, que le Gouvernement de transition va devoir gérer. Après le Ministre Andriamanjato avec les Ambassadeurs en début de semaine, le ministre Razafimahaleo va inviter les partenaires techniques et financiers pour une réunion Mardi prochain. Choisira-t-il le registre séducteur de Don Juan et faire risette et courbette (ce qui serait étonnant), ou bien va-t-il se la jouer Capitaine Fracasse avec l'aide des barmen en treillis (ceux qui tentent de faire à boire des jus très naturels à leurs invités).

Le Gouvernement de transition sait qu'il ne pourra se passer des financements internationaux, et il devra certainement faire des concessions. Si le retour immédiat de Marc Ravalomanana au pouvoir semble exclu dans le contexte, les bailleurs de fonds ont un atout dans leur manche pour imposer au Gouvernement des Assises nationales sérieuses, ainsi qu'une réelle ouverture. La communauté internationale peut donc jouer efficacement un rôle de garde-fous contre tous les putschistes du monde. Sauf si certains pays et leurs multinationales, souvent dans les parages dès que l'équation ressources minières ou pétrolières et troubles civils se met en place, ne mettent la main à la poche pour combler les vides. Mais sur cette éventualité, c'est encore un flou & total.

Note : À Madagascar, *Vazaha* signifie l'étranger